



# Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

**9424<sup>e</sup>** séance

Mardi 26 septembre 2023, à 15 heures

New York

*Provisoire*

*Présidente :* M<sup>me</sup> Dautlari ..... (Albanie)

*Membres :*

Brésil .....	M. França Danese
Chine .....	M. Geng Shuang
Émirats arabes unis .....	M. Abushahab
Équateur .....	M. Pérez Loose
États-Unis d'Amérique .....	M. Kelley
Fédération de Russie .....	M. Nebenzia
France .....	M. de Rivière
Gabon .....	M. Biang
Ghana .....	M <sup>me</sup> Hackman
Japon .....	M. Hamamoto
Malte .....	M. Camilleri
Mozambique .....	M. Afonso
Suisse .....	M. Hauri
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord .....	M. Eckersley

## Ordre du jour

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

### Adoption de l'ordre du jour

*L'ordre du jour est adopté.*

### Menaces contre la paix et la sécurité internationales

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Dirk Pohlmann, journaliste ; et M. Jimmy Dore, commentateur politique.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole à M. Pohlmann.

**M. Pohlmann** (*parle en anglais*) : Je m'appelle Dirk Pohlmann. Je suis journaliste d'investigation et réalisateur de documentaires depuis 37 ans, et j'ai écrit et réalisé une vingtaine de documentaires, principalement sur les opérations de renseignement durant la guerre froide, qui ont été diffusés à la télévision dans une trentaine de pays. Je suis indépendant, je travaille à mon compte et je ne suis employé par aucune compagnie. J'ai réalisé un grand nombre de reportages sur le sabotage des gazoducs Nord Stream et j'ai contacté et interrogé de nombreux chercheurs à ce sujet.

Un an après ce grave acte de terrorisme, nous en savons peu, aussi étonnant que cela puisse paraître. Par exemple, nous ne savons pas combien d'explosions ont détruit les quatre sites qui auraient été endommagés. Nous ne disposons de données sismiques que pour deux explosions : à 00 h 03 et à 17 h 04, temps universel coordonné (UTC). Nous ne savons pas qui est responsable des explosions. Je laisserai de côté la théorie du complot sans fondement, soutenue par l'Occident, qui désigne la Russie comme coupable. Je pense qu'il est juste de dire que les autorités allemandes, danoises, suédoises et d'autres pays occidentaux en savent suffisamment pour savoir qu'elles ne veulent pas en savoir plus. La vérité ouvrirait une boîte de Pandore pour l'OTAN.

La version défendue via les médias par l'État allemand, qui est lui-même totalement silencieux au nom du « bien-être de l'État », et il faut entendre par là « sécurité nationale », et en raison de la « règle de la tierce partie » sur la coopération en matière de renseignement, est qu'il s'agit probablement d'une opération ukrainienne, menée à l'aide d'une voilier avec six personnes à bord, dont quatre

plongeurs, mais à l'insu du Gouvernement ukrainien. Je ne crois pas une seconde à cette version.

Mais il existe en fait de nouveaux éléments de preuve, que je voudrais présenter ici. Le professeur émérite Ola Tunander, qui a travaillé autrefois à l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo, m'a écrit, à ma demande, soulignant que le sabotage avait eu lieu à un endroit très profond du gazoduc, à 80 mètres de profondeur. À une certaine distance de chaque côté, la profondeur aurait été de 30 à 40 mètres. Pourquoi cet emplacement profond a-t-il été choisi ? Je demande aux membres du Conseil de garder ces informations à l'esprit pour plus tard. Tunander m'a écrit :

« Les explosifs ont été déployés dans le bassin de Bornholm à une profondeur de 75 à 80 mètres. Des plongées aussi profondes nécessitent une chambre de décompression. Cette histoire de petit voilier ne tient pas la route. Il ne peut pas transporter la chambre de décompression nécessaire. La profondeur à laquelle l'opération a eu lieu laisse supposer l'intervention de plongeurs professionnels ou militaires.

La station sismologique norvégienne NORSAR fait état d'une explosion de magnitude 2,1 à 2,3, ce qui correspond à 650 voire 900 kg de trinitrotoluène (TNT). GEOFON Potsdam a affirmé que la magnitude était plus élevée, à savoir 3,1, ce qui correspondrait à plusieurs tonnes de TNT. Cette opération serait impossible à réaliser à partir d'un petit voilier.

Chaque section du gazoduc, composée d'acier et de béton, mesure 12 mètres de long et pèse 24 tonnes. Environ 250 mètres des conduites A et B du gazoduc Nord Stream ont été détruits. Il s'est agi d'une énorme explosion orchestrée par un organisme d'État.

Lorsqu'on mène une opération professionnelle de grande envergure, on doit d'abord disposer d'une couverture pour le déploiement des explosifs et, ensuite, on doit dissocier le déploiement du déclenchement des explosifs. Dans le cas contraire, il serait facile de découvrir qui sont les auteurs de ces actes. La couverture évidente était l'exercice BALTOPS 22 conduit en juin 2022, avec 45 navires de différents pays de l'OTAN. Ils se sont exercés à la guerre des mines avec des plongeurs et des engins sous-marins sans pilote. Des navires américains tels que le petit porte-avions *USS Kearsarge*,

long de 257 mètres, et le *USS Gunston Hall*, long 190 mètres, étaient tous deux capables de transporter un sous-marin de poche, ce qui aurait pu être utile pour le déploiement d'explosifs à une telle profondeur ».

Les deux navires peuvent transporter et déployer des sous-marins de poche et les charger à nouveau dans la coque en haute mer.

« Un témoin, ainsi que Seymour Hersh, ont tous deux affirmé que des plongeurs de la marine américaine munis d'équipements de plongée profonde venus de Panama City, en Floride, étaient présents. Ils n'avaient rien à voir avec l'exercice. On s'est très probablement servi d'eux pour déployer les explosifs.

Seymour Hersh affirme qu'ils ont largué une bouée sonar à partir d'un avion P-8A Poseidon. La bouée a envoyé un signal codé qui a déclenché les minuteriers des bombes. Il s'agit d'une méthode simple et pratique. Les sources de Seymour Hersh, qui proviendraient de la Central Intelligence Agency (CIA), lui ont également affirmé que les États-Unis avaient utilisé un Poseidon norvégien pour appuyer sur le détonateur. Les Américains aiment la « dénégation plausible », mais nous devons ajouter quelque chose : c'était peut-être le plan des États-Unis, mais une telle opération ne cadrerait pas avec la politique de sécurité norvégienne traditionnelle. Par conséquent, les Norvégiens, à un niveau plus élevé, semblent avoir fait marche arrière, contrairement aux informations obtenues par Seymour Hersh. »

En réalité, voilà ce qui s'est passé, et tout ce que je cite ici est nouveau :

« Le 21 septembre, un Poseidon américain a quitté Sigonella, en Italie, pour rejoindre l'aérodrome naval de Nordholz, en Allemagne, et a survolé Bornholm pendant trois nuits, du 22 au 25 septembre, avant de revenir à Sigonella le 26 septembre. Il aurait pu facilement larguer une bouée sonar au-dessus de la mer près de Bornholm. Si Hersh dit vrai quand il affirme que les Norvégiens étaient censés larguer la bouée sonar, les Américains venus de Sigonella ont dû aller la chercher en Norvège. Le 14 septembre, un Hercules américain a effectué un vol de sept heures entre Sigonella et Andenes, dans le nord de la Norvège, avant de revenir à Sigonella en survolant Keflavík.

Nous avons des raisons de croire que l'Hercules est allé chercher quelque chose de très important en Norvège, précisément une bouée sonar, et l'a ramené à Sigonella ».

Il convient également de noter que les Norvégiens ont acheté des P-8 et qu'ils sont en train de former les équipages, en particulier les équipages pour la guerre électronique et pour la guerre anti-sous-marins. Diverses personnes sont donc intervenues. Ces informations ne sont pas publiques et officielles en Norvège, mais elles pourraient être utilisées par la Norvège ou par les États-Unis. Il s'agit d'informations qui posent le contexte.

« Deux heures avant la première explosion à 00 h 3 UTC, un Poseidon américain a quitté Keflavík, en Islande, en direction des eaux situées à l'est de Bornholm. Il est arrivé à Bornholm une heure après la première explosion. Au même moment que l'explosion, fait étrange, à la minute précise où le Poseidon américain se trouvait au sud-ouest de la Norvège, un avion ravitailleur américain a quitté la base aérienne américaine de Spangdahlem, en Allemagne, pour la Pologne afin de réapprovisionner le Poseidon pour qu'il puisse patrouiller dans les eaux à l'est de Bornholm durant les quatre heures suivantes. Il a éteint son transpondeur à 3 h 10 UTC et l'a rallumé trois heures plus tard, toujours à l'est de Bornholm. À 7 heures, le Poseidon a survolé le site de l'explosion pour la dernière fois, puis il est remonté à 10 000 mètres d'altitude et rentré à Keflavík. »

J'ai également posé la question à M. Hans Benjamin Braun, un éminent physicien suisse qui a publié dans de nombreux journaux renommés et qui a enseigné dans des universités prestigieuses. Il a déclaré ce qui suit :

« À ce jour, les rapports officiels s'accordent tous sur le fait que les gazoducs ont été détruits au moyen d'une charge explosive équivalant à quelques centaines de kilos d'explosifs classiques, c'est-à-dire d'équivalent TNT. Mais en plus de se contredire entre eux, ces rapports vont à l'encontre des principes physiques élémentaires, invalidant ainsi la thèse de l'utilisation d'un explosif classique. À l'inverse, plusieurs éléments de preuve géophysiques concrets – à savoir les formes d'ondes sismiques, l'emplacement des explosifs, le nuage d'aérosol apparu après l'explosion, les courants sous-marins, la hausse de la température sur le fond océanique et la réduction concomitante de la production de biomasse, ainsi que la détection

de rayons gamma en Pologne – indiquent qu'une charge explosive au moins 1 000 fois supérieure a ce qui a été signalé précédemment a été utilisée. »

Ces résultats ont été présentés dans un rapport détaillé initialement remis au Gouvernement suisse le 4 janvier 2023 par M. Braun, puis à sa représentation auprès du Conseil de sécurité.

« Sans entrer dans le détail, je démontre ici que l'hypothèse de l'utilisation d'un explosif classique de puissance modérée est déjà invalidée par une analyse approfondie des rapports officiels. Pour se faire une idée de ces contradictions, il convient de souligner que la relation mathématique entre la magnitude sismique sur l'échelle de Richter et la charge explosive est logarithmique : l'augmentation de la magnitude de l'un correspond à une multiplication par 10 de l'amplitude sismique. »

C'est pourquoi si l'on passe de deux à trois, ce n'est pas linéaire – on multiplie par 10.

« Pour les explosions sous-marines, cela correspond à une multiplication par 35 de la masse explosive. »

Les rapports officiels sur la magnitude de la plus forte explosion, qui a détruit Nord Stream 1 sur le territoire de la Suède, renvoient à un premier rapport établi par NORSAR, institut norvégien, qui comme l'a indiqué M. Tunander, a signalé un événement d'une magnitude de 2,1 sur l'échelle de Richter. Cela correspond à environ 700 kilos d'équivalent TNT. Cependant, ces données ont été présentées sans unités sur le graphique » – il est très rare, dans une publication scientifique, de ne pas avoir d'unités sur un graphique – « et sont dépourvues de fondement scientifique. En dépit de cette grave lacune, une charge explosive de cette magnitude ou d'une magnitude moindre est depuis évoquée par les médias. »

C'est ce que nous entendons systématiquement : 500 à 900 kilos.

« En revanche, l'entrée officielle dans la base de données sismiques GEOFON est une magnitude de 3,1, soit 35 fois plus que l'estimation précédente, ce qui correspond à environ 25 tonnes d'équivalent TNT. Étant donné qu'une charge explosive bien moins importante aurait suffi à détruire le gazoduc, cela soulève des doutes importants quant à la nature de la charge explosive utilisée. »

Cette charge explosive considérable a été posée sur le gazoduc Nord Stream 1 à un endroit permettant d'utiliser la côte suédoise, qui a une forme elliptique, comme un miroir concave pour l'onde de choc émise. Elle a également été placée de manière à établir un lien direct et non obstrué entre le site et la côte de Kaliningrad par le biais d'un canyon sous-marin. »

Il y a donc une espèce de cuvette dans l'océan avec un canyon orienté en direction de Kaliningrad.

« Si l'on se remémore la question de M. Tunander concernant la raison pour laquelle ce sabotage a eu lieu en eaux profondes, il n'aurait pas été possible d'établir un lien aussi direct quelques kilomètres plus haut ou en aval le long du gazoduc Nord Stream. Le site de l'explosion a été choisi pour générer une onde de choc en direction de Kaliningrad. »

J'ajouterais qu'il s'agissait probablement d'un message adressé au Gouvernement russe. Encore une fois, selon M. Braun :

« Cet effet n'est pas mentionné dans les rapports officiels, qui se sont bornés aux stations sismiques situées à l'ouest du site de l'explosion dans l'ombre de Bornholm, pour ainsi dire. »

Les relevés dont nous disposons proviennent donc de l'autre côté de Bornholm et sont ainsi plus bas.

« D'ailleurs, une évaluation approfondie de plusieurs stations sismiques dans la mer Baltique aboutit à une magnitude de 4 sur l'échelle de Richter, suggérant qu'environ 150 tonnes de TNT auraient été utilisées. Cela soulève d'importantes questions quant à la nature de la charge explosive utilisée lors de l'attaque. »

On a tenté d'expliquer ces signaux sismiques importants par la force de propulsion du méthane expulsé du gazoduc détruit. Compte tenu de la pression signalée, la vitesse du choc provoqué est bien moindre que la vitesse du son dans l'eau, qui est de 1,5 kilomètre par seconde. En conséquence, le méthane expulsé ne peut expliquer les magnitudes observées dans la mer Baltique.

Certains rapports évoquent des cratères technologiques d'une profondeur allant de trois à cinq mètres. Plusieurs rapports indépendants ont mis en rapport la taille des cratères et la force de l'explosion, notamment les explosions nucléaires sous-marines.

Là encore, une estimation approximative de la charge explosive conclut à entre 20 et 150 tonnes de TNT, ce qui contredit une fois de plus l'hypothèse d'une petite quantité d'explosifs classiques. Ces faits concernant l'explosion qui a détruit Nord Stream 1, conjugués aux observations géophysiques indépendantes, sont en contradiction avec l'hypothèse selon laquelle quelques centaines de kilos d'explosifs classiques auraient été utilisés. Les observations tendent plutôt à montrer qu'une charge explosive d'une à quatre tonnes d'équivalent de TNT a été utilisée. »

Dans un rapport datant du 31 décembre 2022, M. Braun a expliqué sept observations géophysiques indépendantes qui ne vont pas dans le sens de l'utilisation présumée d'un explosif modéré. Les estimations quantitatives placent la barre de la charge explosive au strict minimum à 150 tonnes de TNT, soit au moins 400 fois plus que les estimations officielles.

Les conclusions actuelles sont extrêmement importantes, comme l'indique la remarque d'un des examinateurs : « Les résultats scientifiques sont pertinents dans le contexte des affaires internationales et doivent être communiqués d'urgence. »

Compte tenu de la gravité du sujet, il est important que les éléments de preuve indépendants et objectifs soient préservés, ce qui requiert l'autorité du Conseil de sécurité. L'inaction mettrait en danger l'humanité dans son ensemble.

M. Braun a déclaré que pour plus amples détails sur son analyse, on pouvait consulter ses récentes présentations ainsi que son rapport, lequel a été transmis au Gouvernement suisse et à sa représentation auprès du Conseil de sécurité dès le 4 janvier de cette année. M. Braun s'est proposé de présenter son analyse approfondie en détail au Conseil de sécurité, et il renouvelle son offre par mon intermédiaire.

Je voudrais à présent faire quelques observations à titre personnel. Les fonds marins de la mer Baltique sont truffés d'hydrophones. Les marines occidentales peuvent identifier chaque navire qui parcourt la surface de la mer Baltique depuis la fin des années 70. Les hélices créent une sorte d'empreinte digitale. Une équipe de télévision allemande qui a filmé un reportage de 30 minutes, accompagné d'une bande-son inquiétante, à bord du voilier *Andromeda*, qui a prétendument été utilisé, aurait dû enregistrer le son du moteur et de l'hélice de l'*Andromeda*, le moteur ayant dû être utilisé pour maintenir le navire

en position sur le lieu du sabotage. Cette équipe aurait ensuite dû demander aux marines des pays de l'OTAN de vérifier si l'*Andromeda* se trouvait au bon moment sur le lieu de l'explosion.

Je tiens également à souligner que les gazoducs soviétiques ont fait l'objet d'opérations de renseignement occidentales auparavant. Enrico Mattei, le premier entrepreneur pétrolier italien et dirigeant d'Eni, a été tué lorsque son avion privé s'est écrasé en 1962. L'industrie des huiles minérales américaine le haïssait pour son immense succès commercial dans les pays d'Afrique du Nord. Dans un mémo à la CIA, l'industrie des huiles minérales américaine l'avait même qualifié de « plus grand scélérat que l'Union soviétique » lorsqu'il avait conclu ce qui était à l'époque le plus important accord commercial entre l'Italie et l'Union des républiques socialistes soviétiques – un accord sur la construction de gazoducs pour acheminer du pétrole soviétique en Italie. En 1997, il a été prouvé que l'accident n'était pas dû au mauvais temps, comme on l'avait cru auparavant, car des éclats de métal ont été retrouvés dans ses os lorsque son corps a été exhumé – les effets d'une bombe dans l'avion.

En 1982, la CIA a détruit le gazoduc de Yamal grâce à des puces défectueuses infiltrées en Union des Républiques socialistes soviétiques dans le cadre d'une opération de renseignement complexe. Lors d'une interview, Thomas Reed, ancien Secrétaire à l'armée de l'air américaine, m'a raconté qu'il était présent, en sa qualité de membre du Conseil national de sécurité des États-Unis, au moment de la réception du message indiquant qu'une explosion de 3 kilotonnes avait été enregistrée en Union des Républiques socialistes soviétiques, et qu'un responsable de la CIA avait alors expliqué que la plus grande explosion classique jamais enregistrée avait été causée par une opération de la CIA, et non par une tête nucléaire de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Ce ne fut qu'une des nombreuses opérations menées contre le gazoduc Yamal-Europe.

Au début des années 1980, l'ancien Chancelier social-démocrate allemand Helmut Schmidt avait insisté pour que le contrat sur le gazoduc soit conclu afin que l'Europe soit approvisionnée en gaz soviétique bon marché, bien que l'ancien Président américain Reagan lui eût demandé de mettre fin à ce contrat lors d'un entretien en tête-à-tête. Schmidt qui regardait par la fenêtre pendant que Reagan lui parlait, avait ainsi signé sa disgrâce, le conservateur Helmut Kohl devenant peu après le nouveau Chancelier de l'Allemagne sans que des élections soient organisées, à la suite d'une motion de censure votée par

le Parlement allemand, qui aurait été orchestrée par les États-Unis.

Lorsqu'il s'agit du gaz russe, les États-Unis n'ont pas d'alliés, seulement des otages. Pour couronner le tout, certains de ces otages souffrent du syndrome de Stockholm, à l'instar des Gouvernements suédois et allemand actuels.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Pohlmann de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Dore.

**M. Dore** (*parle en anglais*) : Je suis ici aujourd'hui pour parler de l'attaque contre le gazoduc Nord Stream qui a eu lieu il y a un an, le 26 septembre 2022. Quatre explosions ont provoqué la destruction des gazoducs Nord Stream 1 et 2 qui transportaient du gaz naturel de la Russie vers l'Europe. Il s'agit du plus grand acte de sabotage industriel de l'histoire de l'humanité, qui a coupé la principale artère d'acheminement de l'énergie de la Russie vers l'Allemagne – une énergie bon marché qui était indispensable au fonctionnement de l'industrie allemande.

Nous avons entendu toute une série de théories les plus farfelues et les plus ridicules sur la manière dont cela s'est produit. Nul besoin d'être un journaliste d'investigation de génie pour comprendre qui est le coupable de l'attaque contre le gazoduc Nord Stream. Aussi incroyable que cela puisse paraître, la plupart des médias occidentaux passent sous silence le fait que le Président des États-Unis, Joe Biden, avait lui-même annoncé le 9 février 2022 qu'il attaquerait le gazoduc Nord Stream 2, en déclarant :

« Si la Russie envahit l'Ukraine, si des chars franchissent à nouveau la frontière, alors il n'y aura plus de Nord Stream 2 ; nous y mettrons fin... Je peux vous promettre que nous y arriverons ».

Même avec cet aveu anticipé de la part du Président des États-Unis, la majeure partie de la presse occidentale est restée perplexe quant à l'identité de l'auteur du plus grand acte d'écoterrorisme de l'histoire.

Heureusement, nous n'avons pas à nous fier à mon interprétation de la menace claire du Président Biden d'attaquer les gazoducs. Nous pouvons nous appuyer sur le travail de Seymour Hersch, journaliste d'investigation de génie à la réputation et aux références irréprochables, qui a rapporté qu'en juin 2022, des plongeurs de la marine américaine ont utilisé l'exercice très médiatisé Baltic Operations conduit par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pendant l'été 2022, connu sous le nom de BALTOPS 22, comme couverture pour placer les

explosifs déclenchés à distance qui, trois mois plus tard, ont détruit trois des quatre gazoducs Nord Stream, selon une source ayant une connaissance directe de la planification des opérations.

Et comme tous les criminels, les auteurs de l'attaque n'ont pas pu contenir leur joie d'avoir commis ce crime. Peu de temps après l'attaque, de nombreux hauts fonctionnaires américains n'ont pas manqué de se vanter de leur exploit et ont exprimé à plusieurs reprises leur fierté d'avoir réussi à détruire les gazoducs. La Sous-Secrétaire d'État Victoria Nuland a déclaré,

« Je suis, et je pense que l'Administration l'est aussi, très satisfaite de savoir que Nord Stream 2 n'est plus à présent, comme vous aimez à le dire, qu'un gros morceau de métal au fond de la mer ».

Le Secrétaire d'État américain Antony Blinken a déclaré qu'il s'agissait aussi d'une occasion formidable de se défaire une fois pour toutes de la dépendance à l'égard de l'énergie russe.

Il faudrait être un menteur invétéré pour ne pas reconnaître la patte des États-Unis dans ces attaques. Non seulement le Président Biden a déclaré qu'il le ferait, mais de hauts responsables du Gouvernement des États-Unis ont tenu des propos similaires pendant des années. En 2014, l'ancienne Secrétaire d'État Condoleezza Rice déclarait :

« À terme, ce serait mieux de modifier la structure de la dépendance énergétique. Ce serait mieux de dépendre davantage de la plateforme énergétique nord-américaine. »

C'est de cela qu'il s'agit en réalité, d'une guerre économique entre l'Occident et la Russie destinée à remplir les poches des capitalistes cupides qui tirent les ficelles du Gouvernement des États-Unis et dictent sa politique étrangère.

Prenons donc un peu de recul et examinons le contexte dans lequel le bombardement du gazoduc a eu lieu. Tout cela est fait sous prétexte de défendre l'Ukraine contre une invasion russe non provoquée. Mais bien entendu, cela n'est vrai que si on commence à parler de la guerre en Ukraine vers la fin de l'histoire et non au début, ce qui mettrait en cause l'Ukraine, les États-Unis et l'OTAN.

Les États-Unis et l'OTAN sont coupables, ce qui explique pourquoi les médias occidentaux omettent toujours de mentionner l'origine du conflit et laissent la plupart des gens dans l'ignorance, en leur donnant une version erronée de la cause du conflit. La plupart des

Américains pensent qu'un beau matin, Vladimir Poutine s'est réveillé et a décidé, sans raison particulière, d'envahir l'Ukraine et de lancer soudainement une guerre. C'est ce que croient les partisans de l'Ukraine dans cette guerre, car c'est le seul récit qu'ils entendent de la part de leurs médias, qui sont financés par ceux qui profitent de cette guerre : le complexe militaro-industriel, les entreprises de combustibles fossiles occidentales et bien sûr, Wall Street.

Pour illustrer grossièrement la couverture de l'invasion russe par les médias occidentaux, on peut faire l'analogie suivante : Vladimir Poutine se tient à un arrêt de bus, une vieille dame se trouve dans la rue, et un bus se dirige droit sur elle. Vladimir Poutine pousse alors la vieille dame pour l'écarter de la trajectoire du bus qui arrive, la faisant tomber sur le trottoir en béton. Les médias occidentaux commenceraient cette histoire à la fin, en affirmant : « Le Président russe pousse une vieille dame sur le béton ».

Il en va de même pour l'ensemble de la guerre entre l'Ukraine et la Russie. Dans les médias occidentaux, la guerre commence le 24 février 2022, ce qui ne correspond absolument pas au début du conflit. Ils omettent le coup d'État de 2014 contre le Gouvernement ukrainien démocratiquement élu, orchestré par la Central Intelligence Agency (CIA) en collaboration avec les nazis ukrainiens. Ils omettent le fait que les habitants russo-phones de la partie orientale de l'Ukraine, connue sous le nom de Donbas, n'ont pas voulu accepter le Gouvernement CIA/nazi mis en place après le coup d'État et que le Gouvernement ukrainien de droite, qui venait de prendre le pouvoir par le biais du coup d'État, a alors commencé à bombarder les citoyens du Donbas par l'entremise de ses hommes de main du bataillon nazi Azov, qui ont tué quelque 18 000 civils dans le Donbas.

Ils omettent également le fait qu'un accord de paix a été conclu pour mettre fin aux bombardements du Gouvernement ukrainien et du bataillon nazi Azov, un accord connu sous le nom d'Accords de Minsk, parce que la partie qui a rompu cet accord de paix n'était pas la Russie, mais le Gouvernement ukrainien et les nazis. Ils omettent le fait qu'il existait déjà un moyen global et pacifique qui aurait permis d'éviter la guerre et le massacre de centaines de milliers de précieuses vies ukrainiennes, comme l'a récemment admis le Secrétaire général de l'OTAN. Il a reconnu que la véritable provocation consistait dans l'expansion de l'OTAN à la frontière de la Russie et dans le fait que les États-Unis et l'OTAN refusaient d'arrêter cette expansion.

Toutes ces omissions sont nécessaires pour que l'agression et le bellicisme persistants des États-Unis et de l'OTAN soient acceptés par les citoyens américains et européens. Eh bien, je suis ici pour les guérir de leur amnésie et leur rappeler la véritable cause non seulement de l'explosion du gazoduc Nord Stream, mais aussi de toute la guerre en Ukraine et de la déstabilisation du Moyen-Orient, notamment la Libye, l'Iraq, l'Afghanistan et la Syrie. Il s'agit de la soif impérialiste de l'empire américain. Les États-Unis disposent aujourd'hui de plus de 800 bases militaires dans le monde, alors qu'ils ne peuvent invoquer aucune menace réelle contre leur souveraineté. À l'instar de tous les empires, l'empire américain a amorcé sa chute en prenant des engagements qui dépassent ses forces sur le plan militaire, alors qu'il affame son propre peuple.

La véritable menace est la menace qui pèse sur les intérêts économiques des États-Unis. Depuis des décennies, les États-Unis craignent que l'ingénierie et les capitaux allemands ne viennent s'associer aux ressources naturelles et à la main-d'œuvre russes. Comme l'explique très clairement le fondateur de la société de renseignement américaine Stratfor, George Friedman, dans son livre *Les 100 ans à venir* publié en 2010,

« La Russie ne représente pas une menace pour la position de l'Amérique dans le monde, mais la simple possibilité qu'elle puisse collaborer avec l'Europe, et en particulier avec l'Allemagne, ouvre la voie à la menace la plus importante de la décennie, une menace à long terme qui doit être étouffée dans l'œuf. »

Par conséquent, il est dans l'intérêt primordial des États-Unis de créer en permanence la discorde entre l'Allemagne et la Russie. Pour les États-Unis, ajoutait Friedman en 2015, la crainte primordiale c'est l'alliance de la technologie et des capitaux allemands aux ressources naturelles et à la main-d'œuvre russes pour former la seule combinaison qui, depuis plus d'un siècle, effraie ce pays. Dans cette épreuve de force, les États-Unis cherchent à contrôler la ligne qui court de la mer Baltique à la mer Noire. La Russie, en revanche, a besoin d'une Ukraine au moins neutre, et non pro-occidentale, dans la mesure où une Ukraine neutre ferait obstacle à l'objectif primordial des États-Unis qui consiste dans une rupture entre la Russie et l'Allemagne. Les États-Unis ont préféré opter pour une guerre par procuration.

Les gouvernements occidentaux gardent le silence, alors même que les États-Unis affirment, par l'intermédiaire de sources anonymes, que l'Ukraine est responsable de l'attaque contre Nord Stream, tout en se refusant à accuser publiquement l'Ukraine. Les États-Unis continuent donc d'armer l'Ukraine jusqu'aux dents, dans l'espoir de prolonger la guerre et d'éviter la paix. Les Allemands disent que c'est l'Ukraine, mais ils se refusent à publier leur enquête officielle et à faire une annonce.

La dernière obscénité tient au fait que les gens de l'Ouest qui brandissent la bannière de l'écologie et prétendent se préoccuper des changements climatiques et de l'environnement n'ont apparemment rien à dire au sujet de la pire émission de méthane de l'histoire humaine. Leurs actes montrent bien qu'ils ne se soucient pas réellement du climat et conservent leur soutien à cette guerre et à son écoterrorisme. Dans un curieux retournement, même Greta Thunberg s'est rendue en Ukraine pour rencontrer Zelenskyy après l'attentat à l'explosif contre Nord Stream.

Je remercie le Conseil de m'avoir permis de m'exprimer.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Dore de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions Dirk Pohlmann et Jimmy Dore de leurs exposés, qui ont démontré une fois de plus au Conseil que les citoyens des pays occidentaux ont beaucoup de questions pour leurs gouvernements, face aux nombreuses incohérences du discours tenu par Washington et ses alliés au sujet de l'attentat à la bombe contre les gazoducs Nord Stream en septembre 2022.

Il s'est écoulé exactement un an depuis le sabotage en mer Baltique, et pratiquement autant de temps depuis la première séance du Conseil sur la question (voir S/PV.9144). Au cours des 12 derniers mois, nous avons souvent entendu dire que les enquêtes menées par l'Allemagne, le Danemark et la Suède allaient incessamment permettre d'identifier les auteurs de ce crime. Toutefois, il n'en est toujours rien à ce jour, malgré les sept séances, publiques comme privées, que le Conseil a tenues sur le sujet.

Dans le même temps, les preuves qui s'accumulent au sein de la communauté des experts tendent à montrer que l'explosion de Nord Stream est l'œuvre de Washington, qui s'est abaissé à commettre ce crime scandaleux,

guidé en cela par une volonté égoïste de consolider sa domination en Europe, laquelle a cruellement besoin des ressources énergétiques russes.

Le triste anniversaire d'aujourd'hui est une excellente occasion de revenir brièvement sur la chronologie des événements. J'en rappellerai donc au Conseil les points saillants.

Dès le 28 septembre, immédiatement après le sabotage, le Bureau du Procureur général de la Fédération de Russie a ouvert une procédure pénale au titre de l'article concernant les actes de terrorisme international. Le 29 septembre, dans leur lettre au Conseil de sécurité, le Danemark et la Suède ont indiqué que les gazoducs Nord Stream avaient été détruits par des engins explosifs. Cela semble être la seule conclusion précise que nous ayons entendue durant tout ce temps. Toutefois, le Bureau du Procureur général de l'Allemagne n'a débuté son enquête officielle que le 10 octobre.

En octobre 2022, le Premier Ministre de la Fédération de Russie, Mikhaïl Mishustin, a adressé des communiqués à Berlin, Copenhague et Stockholm, pour insister sur la nécessité de mener une enquête exhaustive sur l'incident, avec la participation de représentants des autorités russes et de l'entreprise Gazprom. Ces lettres sont jusqu'à présent restées sans réponse.

En novembre, le Bureau du Procureur général de la Fédération de Russie a envoyé des demandes aux autorités allemandes, danoises et suédoises compétentes afin de fournir une assistance judiciaire et de former des équipes d'enquête conjointes. En réponse, nous n'avons reçu que des non-réponses génériques. Les membres du Conseil ont pu le constater de leurs propres yeux, en mars, lorsque nous avons distribué des copies de notre correspondance avec les autorités de ces pays (S/2023/193 et S/2023/223).

Au vu de cette situation inacceptable, la Fédération de Russie a déposé au Conseil de sécurité un projet de résolution dans lequel le Secrétaire général était prié de présenter des propositions pour la création d'une commission internationale indépendante chargée d'enquêter sur l'acte de sabotage. Demain, cela fera exactement six mois que ce projet de résolution a été mis aux voix (voir S/PV.9295). Son texte était absolument dépolitisé. Il tenait compte de toutes les observations et propositions spécifiques que les membres du Conseil avaient faites durant des consultations qui s'étaient étendues sur un mois entier. Pourtant, le projet de résolution n'a pas été accepté. Je rappelle que le principal argument avancé par les collègues qui se sont abstenus dans le vote avait



trait à la « totale confiance » qu'ils faisaient aux enquêtes nationales menées par les autorités allemandes, danoises et suédoises. Il n'empêche que six mois ont encore passé et qu'il n'y a toujours pas de résultat, alors que la Russie, la Chine et le Brésil, ainsi que d'autres membres du Conseil, s'inquiétant de l'absence de tout nouvel élément utile pendant un temps si long, ont demandé une enquête internationale au mois de mars.

De surcroît, dans une manifestation de mépris à l'égard du Conseil de sécurité, l'Allemagne, le Danemark et la Suède ont ignoré la requête qui leur était faite de s'exprimer à sa séance du 11 juillet (voir S/PV.9373), se contentant de distribuer une lettre de plus. Ils y admettaient sans ambages que les enquêtes en cours pourraient ne donner aucun résultat et ne pas aboutir à la moindre conclusion. J'ai une question à poser à nos collègues qui soutiennent ces enquêtes nationales avant tant de zèle : quel intérêt y a-t-il à freiner les efforts collectifs des membres du Conseil si ces pays eux-mêmes ont des doutes sur l'efficacité du travail qu'ils accomplissent ? Tout cela ressemble fort à du brassage d'air et à une tentative d'empêcher les membres du Conseil de prendre connaissance d'informations intéressant directement le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Je rappelle au Conseil que nous ne parlons pas d'une farce de petit voyou. Nous parlons d'une attaque terroriste qui a visé des gazoducs internationaux et entraîné de graves conséquences économiques et environnementales pour plusieurs États. Personne ne conteste qu'elle a été commise au moyen d'un engin explosif. Par conséquent, il y a toutes les raisons de penser qu'elle tombe sous le coup de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, du 15 décembre 1997, à laquelle l'Allemagne, le Danemark et la Suède sont parties. Cet instrument juridique international énonce clairement l'obligation qu'elle fait à ses parties d'enquêter sur les crimes pertinents, d'extrader leurs auteurs ou de les poursuivre en justice et de s'accorder les unes aux autres toute l'entraide possible en ce qui concerne les enquêtes, les poursuites ou les procédures d'extradition. Les autorités des trois États cités continuent de se soustraire à ces obligations. Les paroles du Chancelier allemand Olaf Scholz quant à son intention de régler l'affaire sont en décalage complet avec l'affaire elle-même, compte tenu de l'absence totale d'informations pertinentes.

Par ailleurs, il apparaît de plus en plus qu'au lieu d'efforts pour établir les circonstances de ce qui s'est produit, nous sommes en réalité face à une tentative de dissimuler ces circonstances. Une campagne coordonnée

qui vise à promouvoir des versions parfaitement ridicules des événements est en train de gagner du terrain dans les médias occidentaux. Que n'avons-nous pas entendu au cours de l'année écoulée ? Que la Russie avait elle-même fait exploser un gazoduc qui servait ses intérêts. Que l'attentat avait été commis par des touristes à bord d'un voilier, lesquels auraient agi, d'après une version, pratiquement de leur propre chef, sans le moindre appui étatique, ou alors, d'après une autre, sur les ordres du commandant en chef des forces armées ukrainiennes, M. Zaluzhny, qui n'en aurait rien dit à son supérieur direct, le Président Zelenskyy. Plus ridicules encore sont les informations publiées dans certains médias européens au sujet des services de renseignement occidentaux, y compris ceux des États-Unis, qui auraient été au courant des projets de l'Ukraine et auraient même tenté de la dissuader de les mettre à exécution, mais en vain. Pourtant, au vu du rejet du traité de paix avec la Russie en mars 2022, il est clair que les autorités de Kiev ne peuvent pas aller contre la volonté de leur soutiens occidentaux sur une question si grave.

Il est difficile de ne pas voir ce que toutes ces versions ont en commun. Chacune nie l'implication de Washington dans la commission de ce crime, et toutes ont commencé à pousser comme des champignons après une pluie de printemps dans la foulée d'une vaste enquête du journaliste américain et lauréat du prix Pulitzer Seymour Hersh, publiée plus tôt cette année, que les intervenants ont déjà mentionnée aujourd'hui. Cette enquête a fourni de nombreux éléments indiquant que les charges explosives sur les gazoducs Nord Stream ont été placées par des plongeurs des États-Unis lors de l'exercice BALTOPS conduit par l'OTAN au cours de l'été 2022. Aujourd'hui, il a publié de nouveaux documents à l'appui de cette version, qui montrent que le sabotage a été soigneusement planifié pendant plusieurs mois et que l'on a réfléchi à la manière de brouiller les pistes après l'attaque terroriste. Je recommande à tous les membres du Conseil de se familiariser avec ces conclusions.

Nous nous souvenons tous du commentaire du Président Biden selon lequel « [i]l n'y aura plus de Nord Stream 2 ; nous y mettrons fin », lors d'une conférence de presse avec le Chancelier allemand Olaf Scholz le 7 février 2022 ; de la joie non dissimulée de la Sous-Secrétaire d'État Victoria Nuland, qui a déclaré que le gazoduc était désormais, ce sont ces mots, « un tas de métal au fond de la mer », lors d'une audience au Sénat le 26 janvier ; et du tweet de l'ancien Ministre polonais des affaires étrangères Radosław Sikorski remerciant les États-Unis d'avoir fait sauter les gazoducs Nord Stream.

N'oublions pas non plus que certains membres occidentaux du Conseil, incapables de contenir leurs émotions, ont déclaré ouvertement lors de séances du Conseil que les explosions des gazoducs Nord Stream étaient une réponse aux opérations menées par la Russie en Ukraine. Des aveux aussi francs auraient permis à un enquêteur même novice de résoudre facilement l'affaire. Mais comme l'Allemagne, le Danemark et la Suède ont été chargés de dissimuler l'implication de leur grand frère d'outre-Atlantique, les enquêteurs ont les mains liées et les yeux bandés.

C'est pourquoi, comme l'a raconté Seymour Hersh, après la rencontre entre Joe Biden et Olaf Scholz, les services de renseignement des États-Unis et de l'Allemagne ont reçu l'ordre d'élaborer une autre version des événements et de la divulguer progressivement aux médias. C'est exactement ce qu'ils font maintenant, mais leurs fabrications sont extrêmement invraisemblables. Et les fuites sur les circonstances réelles de la tragédie ne facilitent pas la tâche des conteurs occidentaux. Nous rappelons tout particulièrement la lettre datée du 7 octobre 2022 adressée par le Secrétaire d'État au Ministère fédéral de l'économie et de la protection du climat, Patrick Graichen, à la députée du parti Die Linke au Bundestag, Žaklin Nastić. Cette lettre, qui a été mise à la disposition du public, indiquait clairement que, même avant le début de l'enquête, les autorités allemandes avaient reçu certains « renseignements » dont la divulgation aurait pu nuire aux intérêts nationaux de l'Allemagne. Je me demande quel type d'information aurait pu nuire à la partie dont on aurait pu penser qu'elle était la victime aux côtés de la Russie. Quoi qu'il en soit, cela confirme une fois de plus que les enquêteurs occidentaux ne s'intéressent pas à la vérité, qui au contraire les gêne.

Que reste-t-il alors, un an après l'attaque terroriste ? Des menaces proférées par de hauts responsables des États-Unis contre l'exploitation d'un gazoduc transfrontière sous-marin, suivies de son explosion dans le cadre d'un acte de terrorisme international ayant des conséquences dangereuses pour la paix et la sécurité internationales, l'économie, l'environnement et la navigation dans la mer Baltique ; la jubilation des hauts représentants de l'establishment américain et pro-américain ; la résistance des pays occidentaux à l'idée de lancer des enquêtes internationales impartiales et globales sous les auspices du Secrétaire général ; et l'inefficacité flagrante des enquêtes nationales allemandes, suédoises et danoises. Dans le même temps, les médias sont abreuvés d'informations visant à rejeter la responsabilité sur d'autres pays que les États-Unis, dans le but de contrer tout fait objectif.

Face à une telle situation, je ne me donnerai même pas la peine d'utiliser le cliché : « on peut en tirer ses propres conclusions ». Si des illusions subsistent, un an plus tard, il est probablement temps de s'en défaire.

Je ne doute pas qu'aujourd'hui, nos collègues occidentaux nous diront une fois de plus que la Russie détourne prétendument l'attention du Conseil de problèmes plus graves en insistant pour discuter de l'attaque terroriste commise contre les gazoducs Nord Stream. Leur tactique est simple et claire : faire traîner les choses le plus longtemps possible, idéalement un, deux ou trois ans de plus, puis déclarer l'impossibilité de mener à bien l'enquête pour cause de « prescription ». Nous leur conseillons de ne pas perdre leur temps et leur énergie avec de telles tactiques. Toutes ces tentatives sont vouées à l'échec. Notre pays continuera de s'efforcer d'établir de manière objective et approfondie toutes les circonstances à l'origine de ces événements, avec la participation des agences d'enquête russes et de toutes les parties concernées, et de traduire en justice ceux qui ont ordonné et exécuté cet acte de sabotage. Nous utiliserons tous les moyens à notre disposition à cette fin, y compris au sein du Conseil de sécurité.

Dans le cadre de ce travail, mon pays a l'intention de soumettre un projet de déclaration de la présidence sur cette question — le texte sera présenté dans les prochains jours. Nous estimons que le Conseil de sécurité doit s'exprimer clairement sur l'attaque terroriste et insister sur la nécessité de mener une enquête objective et de punir les responsables. Nous comptons sur le soutien de tous ceux qui ont conscience qu'agir autrement signifierait que n'importe quel pays pourrait être victime d'une telle attaque commise par un État enivré par le sentiment de sa propre impunité. Le Conseil de sécurité doit envoyer un message clair : les crimes visant l'infrastructure transfrontalière des oléoducs sont inacceptables et leurs auteurs ne sauront échapper à leur responsabilité. C'est la seule façon d'empêcher qu'ils ne se reproduisent.

**M. Hamamoto** (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie les intervenants de leurs observations.

L'énergie est l'une des pierres angulaires de la vie moderne, et la fiabilité de l'approvisionnement en gaz naturel est cruciale. Compte tenu de la fragilité accrue du paysage énergétique mondial, les actes qui mettent en péril les infrastructures critiques représentent un risque important pour de nombreuses personnes. Dans ce contexte, le Japon est très préoccupé par l'incident qui a touché les gazoducs Nord Stream et ses répercussions environnementales à long terme.

Nous suivons attentivement les enquêtes menées par les Gouvernements allemand, suédois et danois. Nous sommes convaincus qu'elles seront conduites avec la plus grande équité. Nous sommes convaincus que les résultats des enquêtes nationales seront rendus publics de manière transparente et seront rapidement présentés au Conseil de sécurité. Il incombe au Conseil de traiter les questions qui touchent à la paix et à la sécurité internationales. Pour remplir cette fonction, le Conseil doit disposer des faits. Le Japon attend avec intérêt les résultats des enquêtes effectuées par les autorités nationales.

**M. França Danese** (Brésil) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence d'avoir organisé la présente séance sur une question importante qui reste en suspens.

Les explosions des gazoducs Nord Stream 1 et 2 ont causé d'énormes pertes économiques, contribué à aggraver les tensions internationales et renforcé l'incertitude géopolitique dans la région. Toute attaque contre une infrastructure énergétique importante aura forcément des répercussions profondes sur la manière dont les acteurs internationaux perçoivent la sécurité de leurs propres actifs critiques. Il est également déconcertant de constater que trop peu d'attention est accordée aux conséquences des explosions sur l'environnement. Cela contraste fortement avec l'empressement de nombreuses nations à désigner des coupables lorsque des incidents se produisent dans d'autres régions du globe.

Il est important et urgent de déterminer les causes de l'incident. Le Brésil a exprimé à maintes reprises sa confiance dans les enquêtes menées par les autorités nationales danoises, allemandes et suédoises. Nous le faisons une nouvelle fois aujourd'hui et réaffirmons notre soutien à la conduite des procédures, sans ingérence extérieure. Dans le même temps, nous considérons que la gravité de cet épisode, qui constitue une menace évidente pour la paix et la sécurité internationales, exige la divulgation transparente et rapide des conclusions au moins préliminaires de ces enquêtes.

Le manque d'informations fiables laisse une large place aux spéculations et aux accusations, y compris celles liées à la guerre en Ukraine. Cela ne fait qu'attiser les tensions déjà très vives. Nous n'avons certainement pas besoin de les aggraver.

**M. Biang** (Gabon) : Nous nous réunissons une fois de plus aujourd'hui sur la question du sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et 2 au large de la mer Baltique les 26 et 27 septembre 2022, des actes malveillants contre des infrastructures énergétiques qui avaient

suscité l'indignation et la condamnation des membres du Conseil de sécurité. L'ampleur des dégâts matériels, des répercussions sur l'environnement découlant des explosions sous-marines, ainsi que des pertes économiques à court terme consécutives aux mesures conservatoires sur la navigation et le survol, mais également des pertes à long terme découlant du caractère inopérant des installations, est considérable et nourrit légitimement de grandes attentes pour les conclusions des investigations conduites.

Le Conseil de sécurité demeure dans l'attente du rapport de l'enquête conjointe, dont chacun est en droit d'attendre qu'elle fasse la lumière sur les véritables circonstances de ces actes, ainsi que leurs auteurs. Un an après les faits, le manque d'avancée sur ce dossier contribue à alimenter toutes sortes de suspicions et de spéculations de nature à remettre en cause la volonté des parties de faire aboutir les investigations. À cet égard, mon pays appelle l'ensemble des parties à s'engager dans une dynamique inclusive, transparente et sans politisation. Il va de soi que toute entrave, ou opacité sur le déroulement des investigations, serait préjudiciable à sa crédibilité et à la confiance dans le contexte actuel. Il est important que la coopération et l'échange de données et d'informations puissent prévaloir sur toute autre considération en vue de privilégier la manifestation de la vérité.

**M. Pérez Loose** (Équateur) (*parle en espagnol*) : J'ai écouté attentivement les intervenants. À l'occasion du premier anniversaire de l'explosion des gazoducs sous-marins Nord Stream 1 et 2 dans la mer Baltique, et puisqu'il est évident qu'il s'agissait d'actes de sabotage, je tiens à répéter que ma délégation condamne ces faits. Rien ne saurait justifier les attaques contre des infrastructures civiles critiques, y compris des infrastructures énergétiques. Nous regrettons que de tels actes aient mis en péril la sécurité de la navigation maritime et aérienne. Nous avons déploré à maintes reprises l'impact environnemental de ces actes, qui ont été à l'origine d'une pollution incalculable de la vie marine, avec de possibles répercussions sur le climat en raison du rejet de centaines de millions de mètres cubes de gaz dans l'atmosphère. En outre, nous avons exprimé avec insistance notre inquiétude quant au fait que, dans un contexte géopolitique mondial extrêmement complexe, de tels actes exacerbent les tensions et risquent d'avoir des conséquences imprévisibles, raison pour laquelle nous continuons d'exhorter les États à éviter les spéculations et à faire preuve de la plus grande retenue.

L'Équateur continuera de s'appuyer sur les informations antérieures communiquées au Conseil par la

Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo, qui a appelé à éviter les actes perturbateurs susceptibles de compromettre ou d'entraver la quête de la vérité. Les informations fournies par la Suède, l'Allemagne et le Danemark, contenues dans le document S/2023/517 qui a été distribué il y a un peu plus de deux mois, reflètent la nature complexe des enquêtes nationales, qui englobent entre autres des aspects techniques, scientifiques et logistiques. Je tiens par conséquent à réaffirmer qu'il convient de poursuivre les enquêtes en cours dans le respect des principes fondamentaux de l'état de droit.

**M. Hauri** (Suisse) : J'ai pris note des remarques de M. Pohlmann et M. Dore. Notre évaluation reste inchangée : je renouvelle la préoccupation de la Suisse concernant les actes de sabotage présumé contre les gazoducs Nord Stream 1 et 2 qui ont entraîné des fuites de gaz en septembre dernier. La Suisse condamne tout acte de sabotage contre les infrastructures critiques, y inclus les infrastructures énergétiques. De tels actes peuvent entraîner des conséquences néfastes sur l'approvisionnement de la population, sur l'économie et sur l'environnement.

En ce qui concerne les enquêtes menées par des autorités nationales, nous saluons les informations fournies dans la lettre conjointe du Danemark, de l'Allemagne et de la Suède du 10 juillet (S/2023/517). Comme indiqué dans cette lettre, les enquêtes nationales respectives continuent d'être menées pour faire la lumière sur les faits. Nous restons dans l'attente de leurs conclusions.

**M. Geng Shuang** (Chine) (*parle en chinois*) : Aujourd'hui, nous commémorons le premier anniversaire de l'explosion des gazoducs Nord Stream 1 et 2. Depuis qu'il s'est produit, l'incident reste un sujet d'attention majeur pour la communauté internationale, et de nombreux membres du Conseil de sécurité, dont la Chine, ont demandé à plusieurs reprises qu'une enquête objective, impartiale et professionnelle soit menée afin de découvrir la vérité dans les plus brefs délais. Malheureusement, aucune conclusion claire et faisant autorité n'a encore été tirée sur cette question. L'explosion des gazoducs Nord Stream touche à la sécurité des infrastructures transnationales et a eu une incidence négative sur l'approvisionnement énergétique mondial, le milieu marin et la sécurité de la navigation maritime.

Les enquêtes nationales menées par les pays concernés sont en cours depuis un certain temps, mais les résultats se font attendre. Plus le temps passe, plus il sera difficile de recueillir des éléments de preuve et d'établir la vérité, plus la question suscitera de doutes et de spéculations et moins les résultats des enquêtes seront crédibles.

Nous espérons que les pays concernés s'emploieront à répondre aux préoccupations de la communauté internationale avec un sentiment d'urgence accru, qu'ils annonceront en temps utile l'état d'avancement de leurs enquêtes, en adoptant une attitude responsable vis-à-vis de la sécurité et du développement de la région, et qu'ils veilleront à ce que leurs conclusions soient objectives, impartiales, dignes de foi et capables de résister à l'épreuve du temps.

La Russie est l'une des principales parties touchées par l'explosion, c'est pourquoi nous appelons les pays concernés à communiquer activement et à coopérer avec la Russie plutôt que de simplement l'ignorer. Toute tentative de politiser l'enquête ne ferait qu'alimenter les soupçons et les spéculations. En ce qui concerne la question des gazoducs Nord Stream, la communauté internationale, y compris le Conseil de sécurité, doit s'abstenir d'appliquer deux poids, deux mesures. Nous espérons que la vérité éclatera et que les auteurs seront traduits en justice dans les plus brefs délais. Nous espérons également que le Secrétariat fournira davantage d'informations utiles et que le Conseil restera saisi de la question.

**M. Camilleri** (Malte) (*parle en anglais*) : Malte condamne à nouveau fermement le possible acte de sabotage qui a visé les gazoducs Nord Stream 1 et 2 en septembre 2022. De tels actes font peser une grave menace sur la sécurité énergétique et la stabilité régionale. Notre position contre toute forme de perturbation des infrastructures énergétiques critiques est claire et établie de longue date. Les fuites qui en ont résulté ont également constitué une menace importante pour les nations directement concernées, ainsi que pour l'environnement. Elles ont compromis une conduite critique pour le transport d'une ressource énergétique cruciale. Elles ont aggravé les difficultés rencontrées par les pays en développement et les marchés mondiaux de l'énergie, déjà mis à rude épreuve par l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Cet incident rappelle avec force les vulnérabilités inhérentes aux infrastructures énergétiques critiques.

Le 10 juillet, le Danemark, l'Allemagne et la Suède ont adressé une nouvelle lettre conjointe (S/2023/517) au Conseil de sécurité concernant l'état d'avancement des enquêtes en cours sur les explosions, dans laquelle ils ont réaffirmé leur détermination à mener une enquête exhaustive sur ce sabotage. Le Conseil ne peut faire abstraction du fait que ces actes sont d'une nature sans précédent. Les enquêtes sont complexes, et c'est un point que nous devrions tous et toutes être en mesure d'accepter et de reconnaître. De son côté, Malte n'a aucune raison

de croire qu'elles ne sont pas menées de manière méticuleuse, conformément aux principes fondamentaux de l'état de droit et sans aucune ingérence politique. Nous réaffirmons notre pleine confiance dans leur impartialité et leur crédibilité. Les affirmations persistantes selon lesquelles il s'est écoulé suffisamment de temps pour établir la vérité sont sans fondement. Ces spéculations ne font que susciter la méfiance et la suspicion entre les États. De plus, les pays en question disposent de tous les moyens, ressources et compétences nécessaires pour mener leurs propres enquêtes. Lancer de nouvelles enquêtes à ce stade risquerait sérieusement d'être contre-productif.

**M. Eckersley** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie les intervenants de leurs exposés.

La communauté internationale reste à juste titre préoccupée par le sabotage des gazoducs Nord Stream. Nous avons condamné cette attaque à plusieurs reprises et nous voulons tous des réponses claires. C'est pourquoi nous appuyons les enquêtes nationales menées par l'Allemagne, le Danemark et la Suède pour identifier les responsables. En juillet, l'Allemagne, la Suède et le Danemark ont présenté une mise à jour détaillée sur les progrès réalisés dans le cadre de ces enquêtes. Ils ont souligné le caractère sans précédent du sabotage et la complexité des procédures d'enquête qui en a découlé. Nous savons que ces enquêtes prendront du temps et nous avons pleinement confiance dans leur impartialité et leur intégrité.

Comme nous l'avons déjà dit, nous ne pensons pas que l'on utilise au mieux le temps du Conseil de sécurité en préjugant du résultat de ces enquêtes, en dictant la manière dont elles doivent être conduites ou en leur nuisant de quelque autre manière que ce soit. Nous et les autres membres du Conseil de sécurité devons continuer d'appuyer pleinement ces enquêtes afin de pouvoir établir qui sont les responsables.

Avant de terminer, je voudrais m'arrêter un instant sur le fait que c'est la Russie qui a demandé la tenue de la présente séance. La Russie se dit préoccupée par la destruction des infrastructures civiles, au point de vouloir commémorer l'anniversaire de cette attaque. Pourtant, nous savons tous que presque chaque jour de l'année marque l'anniversaire d'une attaque délibérée de la Russie contre des infrastructures civiles en Ukraine. Nous avons assisté au bombardement systématique des infrastructures énergétiques et portuaires ukrainiennes. Nous avons assisté à plus de 480 attaques russes contre des écoles et des hôpitaux et à 120 attaques contre des sites religieux. Et au-delà des infrastructures, qu'en est-il de la vie des civils eux-mêmes ? Au moins 9 600 civils

ont été tués et 17 500 autres ont été blessés dans la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine.

Par conséquent, lorsque nous écoutons le représentant de la Russie aujourd'hui, n'oublions ce que fait ce pays, délibérément et par principe. N'oublions pas non plus le mépris total dont la Russie a fait preuve à l'égard des civils et des infrastructures civiles à Alep, Homs et Damas, lorsqu'elle a opposé son veto à neuf résolutions du Conseil visant à mettre fin aux bombardements aveugles d'hôpitaux et d'écoles par le régime d'Al-Assad. Et n'oublions pas que tandis qu'elle fait régulièrement venir au Conseil des intervenants occidentaux qui sont libres d'attaquer les Gouvernements occidentaux, la Russie enferme systématiquement tous ceux qui osent critiquer la position du Gouvernement russe sur son territoire.

L'hypocrisie de la Russie n'a rien de nouveau, mais il convient de le répéter : si la Russie se préoccupe sérieusement des infrastructures civiles, elle doit mettre fin à ses attaques incessantes et répondre des destructions et des souffrances effroyables qu'elle a causées.

**M. Abushahab** (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Les Émirats arabes unis réaffirment leur condamnation sans réserve des actes de sabotage perpétrés il y a un an contre les gazoducs Nord Stream 1 et 2.

L'approvisionnement constant et prévisible en énergie est l'un des fondements de l'ordre international. Tous les pays du monde ont besoin d'énergie, de stabilité et de sécurité, quelle que soit leur taille et qu'ils soient développés ou en développement. Comme tous les pays, les Émirats arabes unis dépendent de la sécurité des infrastructures énergétiques transfrontières. Les menaces contre ces infrastructures relèvent de la paix et de la sécurité internationales et sont à juste titre examinées par le Conseil de sécurité. Dans la résolution 2341 (2017), le Conseil de sécurité note l'existence de liens transfrontières de plus en plus forts entre les infrastructures critiques des pays, notamment en ce qui concerne la production, l'acheminement et la distribution de l'énergie. Il considère également que la protection des infrastructures critiques exige que soit instaurée une coopération à l'échelon transfrontalier avec les autorités publiques, les partenaires étrangers, les propriétaires privés et les opérateurs de ces infrastructures.

Le sabotage d'infrastructures énergétiques transfrontalières constitue une grave menace pour la sécurité énergétique internationale. Lorsque de tels actes se produisent, il est essentiel que les autorités nationales compétentes enquêtent. Ces enquêtes doivent être

approfondies et rigoureusement fondées sur les faits. Nous prenons note des enquêtes menées actuellement par les autorités nationales compétentes sur les actes de sabotage du 22 septembre 2022. Les Émirats arabes unis se félicitent des lettres datées du 21 février (S/2023/126) et du 10 juillet (S/2023/517) adressées à la présidence du Conseil de sécurité par les représentants de l'Allemagne, du Danemark et de la Suède, qui fournissent des informations sur leurs enquêtes respectives.

Nous les encourageons à continuer de fournir des informations actualisées et à conclure rapidement les enquêtes en cours. Nous les exhortons également à faire preuve de transparence à l'heure de partager les conclusions des enquêtes nationales avec les acteurs concernés, le cas échéant. Nous continuons de souligner la valeur et l'importance de la coordination et de la coopération internationales dans ces enquêtes. À cet égard, nous encourageons une coopération accrue avec les opérateurs des gazoducs, qui ont des intérêts légitimes en jeu dans les enquêtes en cours. L'expérience nationale des Émirats arabes unis démontre l'utilité de la coopération et du partage d'informations dans ces situations.

Il ne fait aucun doute que tous les membres du Conseil ont intérêt à prévenir les actes de sabotage contre les infrastructures énergétiques transfrontalières. De tels actes ne doivent jamais être tolérés. Nous attendons avec impatience la conclusion des enquêtes sur les explosions des gazoducs Nord Stream 1 et 2 qui devraient permettre de déterminer ce qui s'est passé et d'identifier les responsables afin qu'ils puissent répondre de leurs actes.

**M. Afonso** (Mozambique) (*parle en anglais*) : Le Mozambique remercie les intervenants, M. Dirk Pohlmann et M. Jimmy Dore, de leurs importantes contributions sur la question dont le Conseil de sécurité est saisi.

À cet égard, nous souhaitons rappeler que nous avons été informés, pendant la présidence mozambicaine du Conseil en mars, d'une tentative de lancer une enquête indépendante sous les auspices du Secrétaire général. Nous avons ensuite appris qu'il était prématuré de demander une enquête internationale. L'idée était d'éviter toute interférence avec les enquêtes nationales en cours. À l'époque, le Mozambique avait souligné que ces enquêtes ne devaient pas s'éterniser. Nous avons donc exprimé notre appui à la conclusion rapide d'une enquête objective, impartiale et professionnelle.

Aujourd'hui, malgré la conviction dominante selon laquelle il s'agit bien d'un acte de sabotage et d'une grave violation du droit international, nous ne sommes

pas plus avancés dans l'établissement de la vérité. Le Mozambique ne cautionne pas la destruction délibérée ou l'utilisation comme armes d'infrastructures critiques et transnationales, comme les gazoducs Nord Stream. Nous restons déterminés à permettre aux enquêtes en cours sur l'incident, menées par les autorités de trois juridictions nationales, à savoir l'Allemagne, la Suède et le Danemark, de parvenir à une conclusion. Notre point de vue s'inscrit dans l'esprit de la résolution 2341 (2017), dont l'objectif est de protéger les infrastructures critiques contre de telles attaques.

Il est urgent et légitime de faire toute la lumière sur cette question. Nous devons garantir que la confiance que nous avons dans nos mécanismes collectifs ne soit pas altérée et que notre foi dans le système de sécurité collective établi par la Charte des Nations Unies soit renforcée en tout temps et en toutes circonstances. N'oublions pas les conséquences de l'impunité. Non seulement elle enhardit les personnes qui commettent de tels actes, mais elle affaiblit également les fondements mêmes de la coopération internationale. Il est légitime que le Conseil de sécurité, organe ayant la responsabilité principale de la paix et de la sécurité internationales, soit tenu au courant des résultats des enquêtes nationales conjointes. Le Mozambique souhaite vivement la conclusion rapide d'enquêtes objectives, impartiales et professionnelles sur un acte qui semble contraire au droit international.

**M. Kelley** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Nous regrettons que la Mission russe continue de demander la tenue de séances à répétition sur ce sujet, malgré les nombreuses autres questions urgentes inscrites à l'ordre du jour du Conseil. Les États-Unis se déclarent une nouvelle fois préoccupés par le sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et 2 qui a eu lieu en septembre 2022. Par respect pour le temps dont dispose le Conseil, je serai bref et renverrai les membres à nos déclarations antérieures sur la question.

Les États-Unis continuent de faire confiance aux enquêtes actuellement menées par les Gouvernements danois, allemand et suédois sur les faits qui se sont produits. Les attaques ont eu lieu dans les zones maritimes du Danemark et de la Suède, et ces gouvernements mènent des enquêtes approfondies et impartiales. La Russie a affirmé à maintes reprises qu'elle voulait une enquête impartiale, malgré ses tentatives prématurées de rejeter la responsabilité sur certains pays. Il n'est guère surprenant qu'elle favorise de manière sélective les discours au Conseil qui vont dans le sens de ses conclusions préétablies, tout en rejetant les points de vue différents. Tout

pays dans lequel un tel fait se produirait s'attendrait à d'abord pouvoir mener sa propre enquête. Le Conseil doit rester sourd aux accusations et spéculations et permettre au Danemark, à l'Allemagne et à la Suède de conclure leurs travaux. Les déclarations hypocrites de la Russie, qui feint de s'inquiéter de la situation, visent à saper les enquêtes en cours afin d'en compromettre les résultats.

**M. de Rivière** (France) : La France avait clairement exprimé sa préoccupation lorsqu'il y a un an, des explosions sous-marines avaient frappé les gazoducs Nord Stream. Nous avons pris au sérieux les informations qui indiquaient que ces explosions étaient le résultat d'un acte délibéré de sabotage. Notre position n'a pas varié : il s'agit de faits graves, qui appellent des enquêtes approfondies. Cependant, on ne peut que s'interroger sur les motifs qui amènent la Russie à demander, pour la quatrième fois, une séance du Conseil de sécurité sur ce sujet. Depuis notre dernière séance au mois de juillet (voir S/PV.9373), aucun élément nouveau, crédible et sérieux n'est apparu qui justifie un nouveau débat sur cette question. Pendant que la Russie montre tant de préoccupation au sujet des atteintes portées à une infrastructure européenne, elle continue d'infliger des destructions quotidiennes massives aux infrastructures civiles ukrainiennes : centrales électriques, hôpitaux, écoles. L'organisation de cette nouvelle séance ne semble donc obéir à aucune nécessité, sinon au besoin, pour la Russie, de détourner l'attention du Conseil et d'alimenter des spéculations quant aux responsabilités dans le sabotage de ces gazoducs.

Pour établir la vérité sur cette affaire, des enquêtes ont été diligentées par les autorités compétentes allemandes, danoises et suédoises. Comme nous l'avons déjà souligné, nous n'avons aucune raison de douter de leur sérieux et de leur impartialité. Compte tenu de la gravité et de la complexité des faits dont il est question, nous comprenons que les enquêtes en cours nécessitent du temps et des vérifications approfondies. Nous souhaitons que ces enquêtes se poursuivent et parviennent à leurs conclusions, hors de toute interférence politique.

**M<sup>me</sup> Hackman** (Ghana) (*parle en anglais*) : Nous avons écouté attentivement les informations fournies par les intervenants et avons pris note de notre intérêt commun à élucider les faits concernant le sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et 2. Les dommages successifs causés aux gazoducs, alors que la crise énergétique mondiale s'aggravait déjà, ont heurté la conscience de la communauté internationale, lui faisant prendre de nouveau conscience des liens stratégiques entre les infrastructures critiques et la sécurité, la stabilité économique et le développement

durable des sociétés. La perversité de ces actes a mis en évidence l'importance d'efforts concertés au niveau mondial pour mettre en place des mesures susceptibles de prévenir ou d'atténuer de tels actes.

Nous estimons que cet acte témoigne d'un mépris pour les droits naturels des populations qui dépendent de ces installations énergétiques, et qu'il reste inacceptable à tous points de vue. Nous rappelons combien il importe que les États s'acquittent de leurs responsabilités, établies par le droit international et réaffirmées par les décisions du Conseil de sécurité, en ce qui concerne la protection des infrastructures critiques, en particulier les infrastructures à caractère transfrontière. Il sera essentiel de prévenir de tels actes à l'avenir, car la destruction d'infrastructures critiques ou les dégâts qui leur sont occasionnés dans un secteur, qu'il s'agisse de l'énergie, de l'eau, des communications, de la cybersécurité ou des transports, ont souvent des effets d'entraînement considérables pour d'autres secteurs et populations, créant de l'instabilité et, parfois, des crises humanitaires. Nous appuyons l'intérêt soutenu du Conseil s'agissant de contribuer à faire la lumière sur le sabotage des gazoducs Nord Stream, et nous insistons sur le fait que les divergences entre les membres du Conseil concernant la mise en place d'un mécanisme d'enquête international ne doivent pas porter atteinte à la position qu'ils ont exprimée aux précédentes séances du Conseil, au cours desquelles ils ont parlé d'une seule voix contre le sabotage des gazoducs. Alors que le Conseil réexamine la question à l'occasion du premier anniversaire des faits, le Ghana voudrait rappeler les quatre éléments suivants.

Premièrement, nous restons convaincus qu'il est essentiel de mener une enquête sur des actes aussi odieux afin que les auteurs soient tenus responsables et afin d'envoyer un message fort condamnant la destruction délibérée d'infrastructures critiques, où que ce soit. À cet égard, nous estimons que les enquêtes nationales en cours au Danemark, en Allemagne et en Suède, les pays concernés, sont importantes, et nous recommandons vivement d'appuyer les efforts déployés par ces pays pour faire la lumière sur les faits, après avoir établi que l'incident était un acte de sabotage. Nous pensons également que les résultats des enquêtes nationales seraient instructifs pour l'action future du Conseil de sécurité en la matière.

Deuxièmement, nous appelons une nouvelle fois toutes les parties à collaborer de bonne foi, conformément aux dispositions de la résolution 2341 (2017). Nous sommes d'avis que le partage et l'échange d'informations, de technologies, de connaissances spécialisées et d'autres ressources pertinentes entre les pays concernés, ainsi

que les opérateurs russes, contribueraient énormément à garantir des résultats cohérents et une conclusion rapide des processus d'enquête.

Troisièmement, pour régler le problème persistant des discours hypothétiques et accusateurs, qui ne font qu'alimenter les tensions géopolitiques existantes, nous exhortons les parties à travailler de manière plus ouverte et plus transparente. Tout en reconnaissant que certaines informations peuvent être sensibles au regard de la sécurité nationale des pays concernés, nous les encourageons à présenter des mises à jour régulières sur l'état d'avancement des enquêtes, en vue de renforcer la confiance internationale dans les processus nationaux.

Enfin, quatrièmement, nous rappelons notre position concernant la nécessité de fixer un calendrier pour la conclusion des enquêtes nationales et la présentation des résultats aux institutions internationales compétentes, y compris le Conseil de sécurité, afin qu'elles prennent les mesures de suivi qui s'imposent.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante de l'Albanie.

Plusieurs séances sur cette question ont été organisées. Aujourd'hui, les mêmes discours et les mêmes positions ont été répétés une fois de plus, pour la simple

raison qu'il n'y a rien de nouveau à dire sur le sujet. De nombreux intervenants, de différents profils, ont tenté d'expliquer ce qu'ils ne savent pas et ce que nous ne savons toujours pas. Notre position est très claire depuis le début, et elle ne change pas. Nous sommes profondément préoccupés par ce qui semble être un acte de sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et 2, dans les zones économiques exclusives du Danemark et de la Suède en mer Baltique. De tels actes sont inacceptables. Nous réaffirmons notre plein appui aux enquêtes ouvertes par les autorités nationales danoises, allemandes et suédoises en vue de déterminer l'origine des dommages et des suspects. Nous comprenons que l'enquête est en cours, et nous avons toute confiance dans son objectivité. Ces processus d'enquête sont complexes, délicats et prennent du temps. Les trois pays qui mènent l'enquête sont dotés d'institutions judiciaires solides et ont un bilan incontestable en matière d'état de droit. Pour terminer, nous tenons à souligner qu'il nous faut faire preuve de patience et attendre la conclusion des enquêtes en cours.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil.

Il n'y a pas d'autre oratrice ou orateur inscrit sur la liste.

*La séance est levée à 16 h 20.*